

Titre suggéré : La pauvreté a diminué de 40% au Québec depuis dix ans

Sous-titre suggéré : C'est déjà un gage de réussite pour un combat qui, par ailleurs, est loin d'être terminé.

Pierre Fortin, UQAM

Six ans après l'adoption de la *Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale*, ce n'est pas une mauvaise idée de se demander si le taux de pauvreté a augmenté ou diminué au Québec au cours des années récentes. Il importe aussi de se comparer aux autres : est-ce que notre taux de pauvreté est plus élevé ou moins élevé qu'ailleurs en Amérique du Nord ?

Les réponses à ces deux questions en surprendront plusieurs.

Le taux de pauvreté, c'est le nombre de personnes (hommes, femmes et enfants) qui vivent sous le seuil de faible revenu défini par Statistique Canada. Depuis dix ans, ce taux a baissé de 40% au Québec. En 1997, il avait atteint un sommet de 19% de la population québécoise. En 2006, il était descendu à un creux historique de 11,5%. Cette chute du taux de pauvreté au Québec est la plus importante enregistrée dans toutes les régions du Canada au cours de la dernière décennie.

Trois raisons expliquent cette évolution favorable. La première est que les années 1997 à 2008 ont été témoins d'une vigoureuse expansion économique qui a vu le taux de chômage du Québec baisser de 12% à 7%. Moins de chômage veut dire plus de revenu, surtout pour les personnes pauvres, qui essuient toujours une part démesurée du chômage.

La deuxième raison est que les transferts gouvernementaux aux familles et les mesures sociales ont beaucoup progressé. Au point, par exemple, que le revenu de la famille monoparentale typique a augmenté de 30% de plus que l'inflation depuis dix ans. On a sorti les enfants de l'aide sociale. On a donné au salaire minimum un pouvoir d'achat parmi les plus élevés d'Amérique du Nord. Et on a obtenu l'assurance médicaments, les garderies à 7 \$, l'équité salariale, l'assurance parentale, la prime au travail, le soutien aux enfants et la prestation fédérale pour la garde d'enfants.

La troisième raison est qu'avec toutes ces mesures le taux d'emploi et les salaires ont augmenté à un rythme particulièrement rapide pour les femmes.

Ce sont les familles qui ont surtout bénéficié de ces heureux développements. Tandis que le taux de pauvreté des personnes seules a baissé seulement de 15%, celui des familles a diminué de 55%.

La seconde question demande comment le Québec se compare au reste du Canada et aux États-Unis en matière de pauvreté. En deux mots, la réponse est que les familles pauvres du Québec sont aujourd'hui moins pauvres que celles des autres régions de l'Amérique du Nord. En 2006, par exemple, les 20% les plus pauvres parmi les familles ont touché à peu près le même revenu moyen après impôts et transferts au Québec qu'en Ontario, soit 15 300 \$. Mais ce même revenu a procuré un pouvoir d'achat beaucoup plus élevé aux familles québécoises puisque le coût de la vie est 15% plus bas au Québec qu'en Ontario. Et c'est sans compter que les services publics gratuits sont plus abondants au Québec.

Ainsi, sur les deux questions posées au départ, le verdict est sans appel. D'une part, la pauvreté a énormément diminué au Québec depuis dix ans. D'autre part, les familles pauvres du Québec sont maintenant moins pauvres que celles du reste du Canada et des États-Unis.

Est-ce que cette façon de présenter les choses est jovialiste ? Pas une miette. La vérité n'est jamais jovialiste. Elle est ce qu'elle est. Il y avait 1,4 million de personnes pauvres au Québec en 1997. Aujourd'hui, il en reste moins que 875 000. Il est parfaitement légitime de se réjouir du fait qu'il y ait un demi-million de personnes pauvres de moins aujourd'hui qu'il y a dix ans. Tout en reconnaissant, naturellement, que 875 000 personnes pauvres, c'est encore 875 000 de trop.

Le combat contre la pauvreté est donc loin d'être terminé. La poursuite de cet effort va exiger encore plus de ressources dans l'avenir. La pauvreté des personnes seules, des immigrants et des jeunes décrocheurs, par exemple, est insupportable. Comment faire pour que nos concitoyens soient convaincus qu'il vaut vraiment la peine de poursuivre le combat, alors que les concurrents pour l'obtention des fonds publics sont si nombreux et si puissants ?

Deux stratégies sont possibles. La première est de continuer à passer notre temps à chialer sur la place publique que le Québec est le dépotoir nord-américain de la pauvreté et que tout va de mal en pis. Cette stratégie est non seulement un mensonge, mais un cul-de-sac. Elle invite nos concitoyens à investir plus d'argent dans un trou noir, dans une *business* qui ne marche pas. Une telle approche est vouée à l'échec.

L'autre stratégie possible est de dire la vérité. Cela consiste à faire la démonstration aux Québécois que l'argent qu'ils ont investi jusqu'ici dans la lutte contre la pauvreté a donné de bons résultats, mais qu'il reste encore des trous béants à combler. Il faut présenter notre succès dans le passé récent comme un gage de réussite dans l'avenir. C'est la seule stratégie de persuasion qui peut réussir.

En matière de lutte contre la pauvreté, nos concitoyens ont besoin non seulement qu'on leur dise *yes we can*, mais aussi qu'on leur prouve que *yes it works*.